

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE DE L'AGRICULTURE,  
DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT (DG03) / 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2015  
[HTTP://AGRICULTURE.WALLONIE.BE](http://agriculture.wallonie.be)



Wallonie



# LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

SPW | Éditions

TOUT SAVOIR

Agriculture

## RENCONTRES

« Je veux rendre  
la fierté aux  
agriculteurs »  
Brieuc Quévy

P. 4

Pour les aides  
on peut compter  
sur Charly  
Langhendries

P. 10-13

# 2015, ANNÉE INTERNATIONALE DES SOLS

**D**ans le cadre des mesures d'urgence liées à la crise agricole, la Commission européenne a dégagé un budget de 420 millions d'euros d'aides temporaires pour les secteurs de l'élevage. Sur les 13 millions alloués à la Belgique, 4,815 millions reviendront à la Wallonie. J'ai souhaité doubler cette enveloppe, sur budget wallon, afin de soulager davantage la trésorerie des éleveurs wallons.

En Wallonie, les principales mesures agricoles du Programme wallon de développement rural (PwDR) ont été lancées le 1<sup>er</sup> octobre, dont notamment les aides aux investissements, les aides aux installations, les aides aux CUMA et les aides à la diversification.

Les premières avances des paiements relatifs aux aides PAC, et plus particulièrement aux aides couplées, ont été payées ces derniers jours. Les avances liées aux paiements de base seront quant à elles payées dans les prochains jours.

D'ici la fin d'année, ce seront les avances sur les aides liées aux zones à contraintes naturelles de 2015 et les aides Natura 2000 liées au secteur agricole qui seront versées. J'ai en effet veillé, dans le contexte actuel de crise agricole, à mettre tout en œuvre, avec mon administration, pour que les avances soient payées le plus tôt et au niveau le plus élevé possible. Vu la complexité de mise en œuvre de la PAC réformée, c'était un exercice difficile et je tiens à remercier les services de l'administration pour leur implication.

Les évènements de ces derniers mois ont rappelé le manque de stabilité des revenus agricoles et le besoin d'activer des leviers permettant non seulement de vous garantir une juste rémunération mais aussi de développer des outils plus structurels pour soutenir vos activités. Dans ce contexte, j'ai lancé le 1<sup>er</sup> octobre un appel à projets 'Hall Relais Agricoles'.

La priorité de cet appel est d'initier ou de développer des infrastructures permettant la fourniture d'un service logistique aux agriculteurs, en vue de favoriser la rencontre de l'offre et de la demande en produits locaux. En effet, aujourd'hui, de plus en plus de consommateurs, de collectivités, de restaurants sont à la recherche de produits locaux et nous devons saisir cette opportunité en soutenant des initiatives locales qui permettent de renforcer notre offre en circuit court.

Le dépôt des demandes d'aide pour l'élaboration des projets est fixé au 30 novembre 2015 et celui des dossiers complets au 1<sup>er</sup> février 2016. Toutes les informations pratiques liées à cet appel à projets sont disponibles sur le portail de l'agriculture wallonne : <http://agriculture.wallonie.be>.

Avec l'assurance de mes sentiments dévoués,

**René Collin**

Ministre wallon de l'Agriculture

# LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

N°3 – 4<sup>e</sup> trimestre 2015

Les Editions du SPW

Magazine d'information trimestriel  
de l'agriculture

Édité par la Direction générale  
opérationnelle de l'Agriculture,  
des Ressources naturelles et de  
l'Environnement (DGO3)

Département du Développement

Direction CREA

Îlot St Luc

Chaussée de Louvain 14

5000 NAMUR

Tél. 081 64 94 11



<http://agriculture.wallonie.be>

Le présent document a une valeur  
indicative et ne préjuge en rien de  
l'application des législations en la  
matière.

Editeur responsable :  
Brieuc Quévy, Directeur général

Photos :  
Jean-Louis Wertz

Conception graphique et édition :  
Twogether

Transposition en langue allemande :  
Irmgard Drese



## « JE VEUX RENDRE LA FIERTÉ AUX AGRICULTEURS » BRIEUC QUÉVY

p. 4-6

## 2015, ANNÉE INTERNATIONALE DES SOLS

p. 7

## APRÈS LA PLUIE VIENT LE GISER...

p. 8

## À LA FERME DE LAUZELLE À LOUVAIN-LA-NEUVE, L'ÉCOLOGIQUEMENT INTENSIF A DÉJÀ DU SENS

p. 9

## NATAGRIWAL OU LA CONSCIENCE VERTE DES AGRICULTEURS

p. 10

## POUR LES AIDES ON PEUT COMPTER SUR CHARLY LANGHENDRIES

p. 11-13

## QUAND L'AGRICULTEUR SE FAIT HÉBERGEUR

p. 14-17

## LA WALLONIE EST FIÈRE DE SES PRODUCTEURS DE LAIT ET DE VIANDE

p. 18-19

n° Vert 1718 – [www.wallonie.be](http://www.wallonie.be)



PEFC-Certifié

Ce produit est issu de  
forêts gérées  
durablement et de  
sources contrôlées.

[www.pefc.org](http://www.pefc.org)



**« JE VEUX RENDRE  
LA FIERTÉ AUX  
AGRICULTEURS »  
BRIEUC QUÉVY**

**En rhéto, le conseiller du centre PMS lui avait conseillé de « chercher autre chose comme orientation », d'opter pour « un secteur plus porteur en termes d'emplois... ». Il ne l'a pas écouté... Aujourd'hui, Brieuc Quévy est un des neuf tops managers de l'Administration wallonne... Coup d'œil sur son parcours.**

**A** 18 ans, Brieuc Quévy est décidé, il sera ingénieur agronome ! Il sait déjà que la forêt l'intéresse tout particulièrement. Rien pourtant dans son parcours de vie ne le prédestine à faire ce choix. Rien, sinon des vacances d'adolescent rythmées par des coups de main aux fermiers de la campagne tournaissienne qui l'a vu naître. Rythmées aussi par des camps scouts propices au développement d'une passion pour les choses de la forêt.

À la fin de ses études, Brieuc Quévy est engagé comme assistant de recherche à l'UCL. Premier contact avec le terrain au début des années 1990 – c'était dans le cantonnement de Beauraing – à l'occasion d'un contrat de recherche sur l'amélioration de la biodiversité en forêt. Une révolution à une époque où les aménagements forestiers n'avaient d'autres visées que productivistes. En 1996, il entre comme ingénieur des Eaux et Forêts au cantonnement de Paliseul. Il le quittera en 2004 pour entrer au cabinet de Benoît Lutgen, fraîchement nommé ministre de l'Agriculture. Il y sera successivement, ou concomitamment, en charge des matières forêt, nature et ruralité. Ensuite, avec le Ministre Di Antonio, il prendra aussi en charge les dossiers agriculture puis environnement. Il occupera aussi le poste de chef de cabinet. Parallèlement, Brieuc Quévy suit le certificat interuniversitaire en management public organisé par l'Ecole d'administration publique Wallonie-Bruxelles. Après un 'assessment' au Selor, il vient d'être nommé – c'était en mai dernier – à la tête de la DGO3, la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement en Wallonie. Il est ainsi un des tout premiers hauts fonctionnaires wallons à être nommés sous le double régime du mandat – cinq ans renouvelables – et de la certification par l'Ecole publique d'Administration.

## ENTRETIEN

**Vous arrivez à la tête de cette direction générale en pleine période difficile pour l'agriculture. Est-ce un vrai défi à relever ?**

**BQ :** « C'est effectivement un superbe défi, surtout pour l'Administration. Sachant que nous ne pouvons pas modifier les choix politiques, l'enjeu pour nous c'est d'encadrer les agriculteurs afin qu'ils développent une activité rentable et socialement supportable. Cela passe notamment par une diminution de la charge administrative, laquelle pourrait prendre deux chemins. D'une part, chaque service doit s'intéresser davantage à ce que fait le voisin de manière, si possible, à rationaliser les demandes de documents. D'autre part, nous voulons poursuivre la numérisation des demandes de permis et autorisations tout en gardant en tête qu'une partie des agriculteurs garde des difficultés face à l'outil informatique. »

**Ça, c'est pour les moyens, mais les tâches administratives constituent une masse de travail grandissante...**

**BQ :** « Nous en avons conscience, nous savons qu'il faut rationaliser là où c'est possible. Cependant, il faut juste savoir que nous – l'Administration wallonne – n'avons pas la main sur tout. Il faut comprendre que le paiement des primes n'est souvent possible qu'à la condition que nous pratiquions un certain nombre de contrôles imposés par l'Europe. L'Administration elle-même est auditée sur le processus de paiement des aides avec des remboursements à la clef en cas de problème. Pour bien comprendre il faut faire la différence entre le privé et l'agriculteur. Dans le domaine de la protection de l'environnement par exemple, le particulier est dans une logique de 'pas vu, pas pris', par contre pour l'agriculteur on est dans une logique de 'contrôles préalables', de 'conditionnalité des



aides'. Pour réduire la tâche administrative, nous devons donc trouver un bon compromis entre les règlements européens, le principe de conditionnalité, les contraintes des agriculteurs et les logiques environnementales.»

## Permettre à l'agriculture de redevenir ou de rester viable c'est le job de l'Administration ou du Politique ?

**BQ :** « C'est la volonté du Gouvernement, et c'est inscrit noir sur blanc en préambule du Code agricole. L'engagement est clairement législatif et politique. Nous, à l'Administration, nous avons pour rôle de faire remonter le vécu du terrain et de suggérer, le cas échéant, des modifications de législation. Nous avons aussi pour mission d'encadrer, de conseiller, d'orienter les soutiens, de vulgariser des législations parfois complexes. C'est le travail des agents dans les services extérieurs mais aussi des structures d'encadrement telles que Nitrawal, Natagriwal, Giser ou l'Agence wallonne de l'élevage... En confiant ces tâches à des structures extérieures nous évitons d'être juges et parties. Enfin, en collaboration avec le CRA-W (le Centre wallon de recherches agronomiques) nous orientons les programmes de recherche dans le secteur, les choix sont faits en fonction des besoins qui remontent du terrain. »

## Vous venez d'un cabinet ministériel, y a-t-il une logique à passer du Politique à l'Administration ?

**BQ :** « Il y a une logique mais il est vrai qu'elle n'est pas toujours comprise. En fait, beaucoup plus que par le passé, les hauts fonctionnaires doivent être les garants de la mise en œuvre de la politique du Ministre et du Gouvernement. C'est le principe des mandats. Nous sommes la charnière entre les objectifs du Gouvernement et leur mise en œuvre par l'Administration. Le fait d'être passé de l'Administration au Cabinet puis de

revenir maintenant à l'Administration modifie la manière de travailler, avec une vision davantage orientée 'clients', 'usagers'. »

## C'est-à-dire ?

**BQ :** « L'Administration travaille souvent avec une cohérence qui lui est propre, elle a créé en quelque sorte une 'jurisprudence administrative'. Une partie de mon travail c'est d'objectiver les choses par rapport aux décisions prises, de rendre des avis qui collent à la réalité du terrain. »



## L'agriculture familiale est-elle LE modèle économique prioritaire pour la Wallonie ?

**BQ :** « Il existe bien d'autres modèles mais c'est celui-là que privilégie le Code wallon de l'agriculture. Il estime, à raison, que ce modèle correspond le mieux au paysage agricole actuel. J'ai la conviction que c'est le modèle qui réunit les meilleures conditions pour assurer la rentabilité des exploitations tout en favorisant le bien-être des agriculteurs. Par ailleurs, ce modèle favorise la diversification qui est une réponse aux multiples crises du secteur et est le garant d'une

cohabitation agriculture-zones rurales. C'est dans ce contexte que le système de subventions prévoit une surprime aux 30 premiers hectares. Dans ce contexte aussi que nous voulons encourager plus encore la logique des circuits courts. »

## Répondent-ils à un effet de mode ?

**BQ :** « Pas du tout ! Quand nous avons institutionnalisé l'encouragement de ces projets dans les années 1990, nous avions, au niveau européen, au moins 10 ans d'avance. C'est dans ce même esprit que nous avons lancé les halls relais agricoles. L'agriculture familiale va bel et bien de pair avec une diversification des productions et leur valorisation à travers les circuits courts. »

## Quel message souhaiteriez-vous transmettre aux 15 000 agriculteurs wallons ?

**BQ :** « Ne perdez pas courage car votre travail n'est pas simple mais vous faites un métier formidable. Mon projet c'est de faire en sorte que vous soyez fiers de votre profession. Pour cela je voudrais que les Wallons se rendent compte du rôle primordial que vous jouez. Je voudrais que les citoyens passent aux actes. Et passer aux actes c'est cesser de se ruiner sur le premier prix du lait alors que, pour quelques centimes de plus, ils pourraient acheter un produit régional. Tous les jours, les consommateurs peuvent poser des actes pour soutenir l'agriculture. Les Wallons doivent (re)devenir fiers de produits qui sont les meilleurs que l'on puisse avoir sur le marché. Les règles environnementales, les normes de bien-être animal et les contraintes sanitaires sont telles que les produits wallons peuvent être qualifiés d'irréprochables... »

Le politique, j'en ai la conviction, cherche des réponses structurelles à vos problèmes conjoncturels mais, sur le long terme, l'Administration et les gestes citoyens peuvent contribuer à vous rendre la fierté de votre métier. »

# 2015, ANNÉE INTERNATIONALE DES SOLS

**Pas d'agriculture sans sol. Et pas de sol sans agriculture. L'un et l'autre sont le yin et le yang du monde rural, ils sont intimement complémentaires à court comme à long terme. C'est parce qu'elle en est convaincue que l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) a déclaré l'année 2015 'Année internationale des sols' (AIS). Dans la foulée, elle a chargé l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (plus connue sous le sigle FAO) de mettre en œuvre ce concept en collaboration avec les gouvernements.**

**E**n Belgique, la Wallonie n'est pas en reste, avec ses partenaires de terrain elle a multiplié les initiatives pour rappeler combien le sol, plus largement que la terre arable, est un véritable patrimoine non renouvelable qu'il est indispensable de protéger. Pour rappeler aussi combien les considérations environnementales font – ou devraient faire – partie des préoccupations quotidiennes du monde rural.

La Wallonie mène ses actions dans le cadre général de l'année thématique tel que défini par la FAO. Il s'agit de sensibiliser la société civile et les décideurs à l'importance cruciale des sols pour la vie humaine, d'instruire le public sur le rôle crucial que jouent les sols dans la sécurité alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques ainsi que de promouvoir l'investissement dans des activités de gestion durable des sols. En bref, l'AIS « vise à accroître la sensibilisation et la compréhension de l'importance des sols pour assurer la sécurité alimentaire et permettre à l'écosystème de remplir ses fonctions essentielles ».

Dans notre région, le CRA-W (Centre de recherches agronomiques) est depuis des décennies le fer de lance de cette politique « sols », menant depuis les années 1950 des expérimentations de longue durée sur la gestion de la matière organique, la fertilité et l'intérêt du travail de la terre. Tant et si bien que, même si les priorités ont évolué dans le temps, le CRA-W est actuellement un des rares acteurs européens du secteur à avoir le privilège de disposer, dans son domaine de recherches, sur les mêmes parcelles, d'essais de très longue durée.

Grâce à ce travail on connaît beaucoup mieux désormais comment les pratiques agricoles influencent les fonctions écosystémiques des sols. On peut mieux faire la part des choses entre les détériorations spectaculaires (érosion, compaction...) et les dégradations plus diffuses qui menacent la qualité du milieu.

En fait, le travail de la Wallonie a permis à ses interlocuteurs de bien prendre conscience du double rôle clé des sols : d'une part, la production de denrées alimentaires et de biomasses non alimentaires, d'autre part, les missions de régulation : stockage et diffusion du carbone, de l'azote, filtre dynamique au bénéfice des eaux souterraines ou de surface, valorisation des matières organiques, réservoir de biodiversité biologique...

C'est sur la base de ces fonctions environnementales que la notion de qualité des sols prend tout son sens dans le cadre de l'Année internationale qui leur est consacrée. « Compte tenu de leurs rôles essentiels, le défi de tous est dès lors de préserver les sols et d'assurer la résilience des fonctions écosystémiques, en y mettant en œuvre des pratiques adaptées », martèle le Centre de recherches agronomiques.

# APRÈS LA PLUIE VIENT LE GISER...

**Non, les agriculteurs ne sont toujours responsables des problèmes de ruissellement. Oui par contre, la profession prend à cœur ce type de problèmes. Arnaud Dewez, conseiller à la cellule GISER sait de quoi il parle. Avec ses collègues, il fréquente chaque année des dizaines de sites touchés par les problèmes de ruissellement, pour établir un diagnostic, proposer des solutions et sensibiliser.**



**G**iser, c'est l'acronyme de '**Gestion intégrée – sol – érosion – ruissellement**', un pôle de recherche et de conseil créé et financé par la Wallonie et géré par l'ULG Gembloux Agro-Bio Tech et l'UCL Earth & Life Institute en collaboration avec le département de la Ruralité et des Cours d'eau de la DGO3.

Giser c'est tout à la fois un lieu de recherche appliquée et une cellule d'appui aux pouvoirs publics locaux. « Nous sommes à la pointe en Europe, assure Arnaud Dewez. Comme beaucoup de pays nous gérons les données 'inondation' par bassin versant mais nous ne nous contentons pas d'analyser le risque par débordement de cours d'eau, nous avons intégré l'analyse du risque par ruissellement ».

Tout le monde a en tête ces images estivales de rues dévastées par des torrents d'eau. « Lorsqu'un orage s'abat sur une terre nue, l'impact des gouttes d'eau colmate rapidement la surface ce qui provoque ruissellements et coulées de boue. Si par contre, il touche une forêt ou une terre couverte de végétation, le sol agit plus facilement comme une éponge ».

D'où une triple action menée par Giser à la demande et en collaboration avec les communes : sensibilisation à la

modification de certaines pratiques culturales, aménagement des espaces agricoles et travaux sur le domaine public. Si l'on comprend les causes du ruissellement on peut effectivement envisager des modifications, mineures parfois, dans la manière de cultiver. Ainsi, Giser conseille d'alterner les cultures sur les versants concernés par les risques de manière à créer un assolement en damier : il faut alterner les cultures qui couvrent le sol en hiver et au printemps (céréales, colza) avec celles qui n'offrent aucune couverture végétale au printemps (maïs, betteraves, légumes, pommes de terre, ...). La cellule propose aussi des aménagements culture par culture. Exemple type : la création mécanique de 'cloisons' entre les buttes des cultures de pommes de terre, des cloisons qui forment autant de mini-barrages. Autre solution possible : des cultures intercalaires hivernales telles que la moutarde, la phacélie ou l'avoine qui couvrent le sol et le protègent des pluies hivernales tout en stockant l'excédent de nitrate de la culture précédente.



La cellule Giser propose également des conseils pour des aménagements simples de l'espace rural. L'entretien des haies est sans doute le plus bel exemple mais lorsqu'elles sont inexistantes, Giser propose la création de barrages filtrants au départ de branchages partiellement enfouis. Le travail sur les bords de route et des talus de manière à y densifier la végétation fait aussi partie de sa trousse à outils.

Ultime batterie de mesures, à disposition des pouvoirs locaux cette fois : le cloisonnement des fossés ou la création de mini-barrages sur les voiries. Le tout doit permettre de ralentir les flux pour retarder le point de saturation des ouvrages captant l'écoulement des eaux.

Last but not least, Giser sait aussi se mettre à l'écoute. « Très souvent dans les communes, les agriculteurs viennent avec des idées pleines de bon sens. Alors, nous les testons, nous les faisons valider par les équipes de recherche, parce qu'en la matière les meilleures solutions viennent souvent du terrain ».

Une enquête de satisfaction menée en 2014 auprès des communes wallonnes a montré que la cellule Giser répondait aux attentes des autorités locales, le service le plus utile étant l'encadrement technique qui leur est fourni. Cet encadrement comprend les visites de terrain, le rapport de diagnostic et de recommandations d'aménagements, de la documentation ainsi qu'un appui à la concertation. En termes de résultats, le travail de Giser en quatre ans, c'est 87 communes en relation avec la cellule, plus de 400 sites étudiés, près de 4 km de bandes enherbées, 3 km de fascines, et des centaines de mètres de talus et de fossés !



Pour en savoir plus :  
**[www.giser.be](http://www.giser.be)**



# À LA FERME DE LAUZELLE À LOUVAIN-LA-NEUVE, L'ÉCOLOGIQUEMENT INTENSIF A DÉJÀ DU SENS

**Attention sols fragiles... Si le panneau n'existe pas (encore), il pourrait cependant faire partie de la panoplie d'outils et techniques utilisés par Nicolas Braibant et Nicolas Verschuere sur les terres de l'Université à Louvain-la-Neuve et chez les clients de l'entreprise agricole Greenfarm-Pierard. Sur ces différents sites, les deux associés pratiquent une agriculture que l'on pourrait qualifier 'de conservation' ou également 'd'écologiquement intensive'. Explications.**

**N**icolas Verschuere assure : « Le sol est un écosystème complexe qui fonctionne parfaitement sans l'aide de l'homme. Un sol en bonne santé est capable de fournir les éléments nutritifs qui suffisent à une production végétale importante, il suffit d'observer les systèmes forestiers pour s'en rendre compte. Or, notre système agricole actuel a tendance à perturber cet équilibre. Historiquement, si l'homme a commencé à travailler le sol, c'était pour pouvoir assurer les semis et gérer l'enherbement des cultures. Avec la traction animale et les charrues légères, la dégradation était limitée, aujourd'hui les labours profonds, l'utilisation d'engins lourds et le travail intensif sont beaucoup plus préjudiciables à cet équilibre précaire ». Si on veut reconstruire la fertilité naturelle d'un sol et profiter ainsi d'une réduction significative du recours aux intrants fossiles, il existe plusieurs fondamentaux. Le premier principe : diminuer l'intensité et la fréquence du travail du sol. Comment ? La première chose est d'observer son sol en prenant une bêche et en y faisant un trou afin de comprendre ce qui s'y passe et de déterminer la profondeur optimale



Le temps gagné par la diminution de la charge de travail est consacré à l'observation des sols et des cultures

de travail. Il est également crucial de travailler autant que possible avec des outils qui laissent le sol en place, sans le retourner. Lors des semis, des machines à disques permettront de semer à travers la couche de résidus végétaux non enfouis. À ce sujet, la méthode de 'strip-till' testée sur la ferme de Lauzelle depuis trois ans limite très fortement le travail du sol en ne travaillant que la ligne de semis et en laissant un sol couvert de résidus végétaux dans l'interligne. Cette technique lutte efficacement contre les coulées de boues. Même réflexion lors de la récolte : il y a nécessité de limiter la compaction en utilisant des machines adaptées.

Si un travail différent du sol est une des bases de l'agriculture de conservation, il ne suffit pas. Ainsi un second principe essentiel est celui qui préconise le maintien d'une couverture végétale tout au long de l'année. Dès lors, en été, pour ne pas laisser le sol nu après la récolte, Greenfarm resème systématiquement une culture intercalaire. « Nous semons systématiquement un mélange de cinq à huit espèces différentes (avoine, féverole, radis, phacélie, radis, lin, tournesol, ...) », de cette manière, on optimise la production de biomasse et on casse le cycle des ravageurs », dit Nicolas Verschuere. Par

ailleurs, comme ces cultures ne sont pas récoltées et gèlent en hiver, elles enrichissent l'humus et en nourrissent l'activité biologique avec notamment une prolifération de vers de terre.

Enfin, le troisième élément important suppose la mise en place d'une rotation de cultures aussi variées que possible. Une succession de cinq à sept cultures d'hiver et de printemps (maïs, escourgeon, blé, betteraves, chicorées, luzerne, pois, pommes de terre, colza...) est l'idéal. Ici aussi, l'objectif est de casser les résistances des adventices et ravageurs aux pesticides mais également d'offrir une alimentation abondante et variée à la faune et à la flore du sol. Tout est ainsi en place pour une augmentation du revenu de l'agriculteur et une meilleure autonomie par rapport aux ressources non-renouvelables. « Mais ces trois principes ne sont pas exhaustifs » insiste Nicolas Verschuere. « Il existe d'autres voies, par exemple, l'augmentation de l'efficacité des produits phytosanitaires par des techniques d'optimisation de la pulvérisation nous a permis de diminuer de 30 à 50 % notre consommation ». Un autre levier intéressant est le maintien de l'élevage dans le système agricole, le ruminant est un formidable moyen de valoriser la biomasse produite par les couverts végétaux et d'ainsi accélérer la fertilité du sol.

En définitive, l'objectif peut être résumé comme suit : produire plus... avec moins... La route est encore longue pour arriver à un système parfait, mais c'est très motivant car les résultats économiques et écologiques ne cessent de s'améliorer depuis dix ans.



Pour en savoir plus :  
[www.green-farm.be](http://www.green-farm.be)



**Il y avait les conseillers MAE (pour mesures agro-environnementales). Il y avait aussi Naturawal et les conseillers actifs dans les zones Natura 2000. Il y a depuis bientôt trois ans les conseillers de 'Natagriwal'. Le nom – formé par la contraction des deux matières – est tout un symbole : l'ASBL, créée en décembre 2012, a pour objectif de favoriser les synergies entre les différents agents actifs dans le domaine des MAE et de Natura 2000 en les regroupant sous une seule et même bannière.**



Pour en savoir plus :  
**www.natagriwal.be**  
contact secrétariat :  
**010 47 37 71**

# NATAGRIWAL

## OU LA CONSCIENCE VERTE DES AGRICULTEURS

**S**ubventionnée par le service public de Wallonie, administrée par des représentants de la société civile et des universités, l'ASBL a pour mission d'encadrer des agriculteurs et des propriétaires ou exploitants forestiers, en vue de les aider à relever les défis proposés par une vision plus durable de l'agriculture et des activités sylvicoles.

Un peu plus de 25 agents sont au service des hommes et des femmes de terrain dans ces matières.

Chez Natagriwal, le mot 'terrain' acquiert toute son importance puisque le personnel est réparti sur tout le territoire wallon, dans des structures locales telles que Cuestas en Gaume, le centre de Michamps près de Bastogne, Agra-Ost à Saint-Vith ou le parc naturel des Plaines de l'Escaut.

Leur rôle ? Apporter un avis d'expert pour la concrétisation des mesures agro-environnementales MAE devenues aujourd'hui MAEC pour 'mesures agro-environnementales et climatiques' : entretien de prairies de haute valeur biologique, création de bandes fleuries ou en faveur de la faune dans les champs, protection des eaux de surface, promotion des races traditionnelles, renforcement de l'autonomie fourragère des exploitations d'élevage... Au-delà des conseils sur les mesures ponctuelles, les agents suivent environ 150 exploitations engagées dans des plans d'actions environnementales très pointus.

S'agissant de Natura 2000, le personnel apporte son expertise pour la restauration des zones concernées. « Il existe des normes pour éviter la dégradation de ces zones dans les 12 unités de gestion, explique **Christian Mulders** à la DG03, mais éviter la dégradation ne suffit pas. Il

faut aller plus loin, passer à la restauration de certaines des zones visées ». Quelques exemples : réouverture des fonds de vallées, création de mares, reconstitution de pelouses calcaires via la pose de clôtures et le pâturage... Natagriwal sert d'intermédiaire entre les particuliers et la Wallonie pour apporter des conseils et informer sur les financements possibles.

L'ASBL a aussi rempli une troisième mission : aider au traitement des plus de 25 000 remarques déposées par les propriétaires et gestionnaires de terrains en zone Natura 2000, particulièrement quand elles concernent les 30 000 hectares de prairies et terres agricoles (alors que le solde de 190 000 hectares est surtout constitué de forêts). Une négociation ou médiation sur le devenir de ces prairies (cahier des charges alternatif à la contrainte forte, utilisation des plans de gestion et mesures agro-environnementales, dérogation, déclassement en contrainte faible...) a pu s'engager avec les agriculteurs lorsque le statut Natura 2000 ne paraissait pas acceptable socio-économiquement parlant. « Toutes les remarques de ceux qui ont 20 % de prairies Natura 2000 impactées par un régime de contraintes fortes doivent être rencontrées, c'est une volonté de la Wallonie ».

Cette mission étant arrivée à son terme, avec une immense majorité des problèmes résolus, elle est remplacée par une information et un accompagnement des agriculteurs sur les thématiques de la nouvelle politique agricole commune comme le nouveau programme de MAEC ou le verdissement. Les conseillers de Natagriwal continueront à sillonner la Wallonie, à la disposition des agriculteurs et des propriétaires de terrains en Natura 2000 et au dehors.



# POUR LES AIDES ON PEUT COMPTER SUR CHARLY LANGHENDRIES

**Sur sa carte d'identité, il se prénomme Charles. Mais dans la vie, y compris professionnelle, tout le monde l'appelle Charly. Charly Langhendries a près de 30 ans de maison dans le monde de l'administration agricole. Dix-sept pour l'État fédéral, treize pour le Service public de Wallonie à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DG03).**

**A**près avoir bossé à Bruxelles et à Namur, Charly Langhendries est aujourd'hui directeur auprès de la direction extérieure d'Ath du département de l'Agriculture. Dit autrement, avec 16 agents, il gère le guichet 'clients', l'espace wallon de l'agriculture, auquel peuvent s'adresser les 3 000 agriculteurs des régions de Tournai, Ath, Soignies et Mouscron. Des espaces de l'agriculture comme celui-là, la Wallonie en compte sept... avec un dénominateur commun : aider les agriculteurs à obtenir les aides auxquelles ils ont droit.

**Cinq mille agriculteurs dans une province réputée comme la plus industrielle, c'est énorme...**

**CL :** « Cela peut paraître étonnant vu de l'extérieur mais le Hainaut est aussi la province la plus agricole du pays, c'est ici qu'on compte le plus d'agriculteurs dans le pays, avec des spéculations

plutôt diversifiées : le sol limoneux permet les grandes cultures mais on trouve aussi toute une série de grosses exploitations laitières et beaucoup de fermes mixtes en fait. Le bio est présent tout en restant limité : nous sommes dans une région de grandes cultures dépendantes d'engrais et pesticides, ce qui fait que le passage à l'agriculture biologique est parfois plus compliqué. C'est qu'au-delà de sa philosophie le bio doit aussi être rentable d'un point de vue économique. En Ardenne par exemple, où les prairies moins dépendantes des produits phyto dominent le paysage, c'est parfois plus simple de réussir la reconversion. »

**Quel est votre boulot au quotidien ?**

**CL :** « Nous devons gérer les aides et les normes fixées par les instances supérieures que sont l'Europe et la Wallonie. Nous devons mettre en pratique ce que décident les administrations centrales.

Pour clarifier les choses, nous sommes organisés en quatre grands services : l'un s'occupe des déclarations de superficie, l'autre des mesures agro-environnementales, un troisième doit régler les aides à l'investissement tandis que le dernier a en charge l'identification des partenaires et la gestion des aides couplées. »

## Parlez-nous de la déclaration de superficie...

**CL :** « C'est la plus importante démarche effectuée par les agriculteurs. Il s'agit pour eux de rassembler toutes les données administratives et graphiques de leurs parcelles agricoles. C'est au départ de cette déclaration qu'ils peuvent obtenir les aides essentielles : le paiement de base, le paiement vert, le paiement redistributif et l'éventuel paiement jeune, les aides à l'agriculture biologique. C'est véritablement l'assise de ces aides, d'où l'intérêt pour eux de remplir correctement les formalités administratives en la matière. Mais d'autres aides en dépendent... »

## Comme les méthodes agro-environnementales ?

**CL :** « La déclaration de superficie permet effectivement aussi de solliciter les aides relatives aux mesures agro-environnementales. Le Programme wallon de développement rural en la matière se décline autour d'une dizaine de thématiques : la protection des haies, arbres isolés et mares, les prairies naturelles, les tourbières enherbées et les cultures favorables à l'environnement, la protection des races locales menacées comme le cheval de trait, le Blanc bleu mixte ou le mouton roux d'Ardenne, l'autonomie fourragère, les prairies à haute valeur biologique, les prairies inondables, les bandes et les parcelles aménagées et le plan d'action agro-environnemental. »

## Une équipe s'occupe aussi d'un autre volet essentiel pour l'agriculteur...

**CL :** « Oui, les aides ISA (les aides à l'investissement dans le secteur agricole) sont suivies de près par notre public à l'occasion d'une reprise d'exploitation ou plus généralement en cas d'investissement important. Construction d'une

étable, achat d'un semoir, acquisition d'un nouveau tracteur... les demandes sont multiples. Attention toutefois, si la construction d'un bâtiment peut être subsidiée, l'achat de terres agricoles ne l'est jamais. Et pour ce qui est du matériel, l'agriculteur doit apporter la preuve qu'il lui donnera une plus value dans son travail. Il y a très souvent des conditions particulières mais nos services sont là pour aider les agriculteurs à y voir clair et à remplir les indispensables 'papiers'. »

## Il y a encore beaucoup de 'papiers' ?

**CL :** « C'est une expression car, en réalité, les demandes d'aide à l'investissement sont introduites via un portail électronique. Sur le terrain, des consultants agréés – notamment des services provinciaux – aident les agriculteurs qui le souhaitent à introduire leurs demandes via un ordinateur. La direction extérieure d'Ath enregistre 250 dossiers chaque année rien que pour ce secteur des aides à l'investissement. »

## Vous parliez tout à l'heure d'une quatrième cellule.

### Quel est son rôle ?

**CL :** « La cellule 'identification' se charge de la collecte des données d'identification du 'bénéficiaire'. Elle engrange tout ce qu'il faut savoir sur les unités de production, les troupeaux, les informations financières... Pour le surplus, elle gère aussi les primes animales (primes couplées). »

## Payez-vous les subsides ?

**CL :** « Non, en aucun cas. Pour ces dernières aides comme pour toutes les autres, nous réceptionnons les dossiers, nous les vérifions, nous préparons les éventuelles déclarations de créances et nous transmettons aux directions centrales qui seront chargées du paiement. Nous ne sommes pas une banque, nous ne payons jamais. Par contre nous gérons les problèmes en amont pour que tout se passe bien en aval. »

## Les agriculteurs ont-ils conscience des services que vous rendez ?

**CL :** « Je le pense bien, oui. Ils aiment ce contact direct avec l'administration

à Ath mais aussi avec mes collègues de Ciney, Huy, Libramont, Malmedy, Thuin ou Wavre. Avant la dématérialisation de la déclaration de superficie, une des craintes de nos partenaires était de perdre le contact direct avec les agents qui leur prodiguaient de nombreux conseils. L'ouverture de bornes informatiques dans nos bureaux a permis de poursuivre un service humain et personnalisé. Nos partenaires ont besoin de s'adresser à un homme pour être rassurés. Vous savez, l'aide moyenne directement liée à la déclaration de superficie c'est 20 000 euros par exploitation, c'est donc très important pour eux. J'en connais qui viennent ici, et ils ont raison, avec une liste de questions pour faire le tour des services. »

## On vous entend parler de 'partenaires' plutôt que d'usagers ou d'agriculteurs, pourquoi ?

**CL :** « J'ai travaillé à l'administration centrale durant de nombreuses années. On y parlait normes, régimes d'aides, règlements... et c'est bien normal. Dans une direction extérieure c'est différent, on doit faire passer les décisions aux gens du terrain et leur permettre de toucher ce qui leur est dû. Le contact est nécessairement différent, le travail est plus pédagogique. »

## Arrive-t-il que des agriculteurs passent à côté de certaines aides ?

**CL :** « En principe non, ni à Ath ni dans aucune autre direction. Nous faisons tous le même travail mais il y a parfois des spécificités : certaines directions traitent des aides aux régions défavorisées, c'est le cas dans le sud-est par exemple, pas chez nous. Partout, nous informons via la presse spécialisée et nous participons à des conférences. Une de nos missions c'est de transmettre la bonne information mais aussi de traduire en un langage accessible aux bénéficiaires des règlements parfois très compliqués. En fait, on est là pour cela, c'est notre raison d'être. »



# L'ISA NOUVEAU EST ARRIVÉ !

Le 10 septembre dernier, le Gouvernement wallon a mis un point final au nouveau régime ISA. Il offre ainsi un soutien conséquent à l'installation de jeunes producteurs, au développement des exploitations et aux investissements dans le secteur agricole. Le point.

## AIDES À L'INSTALLATION

L'installation d'un jeune peut se faire, soit par création, soit par reprise totale ou partielle. Ce second cas passe par un enregistrement obligatoire de la convention de reprise ou rapport d'un réviseur pour une société.

Pour obtenir les aides prévues, le jeune doit s'installer pour la première fois en qualité d'agriculteur à titre principal en tant que personne physique ou en tant qu'administrateur délégué, gérant ou associé gérant d'une société. Il doit être âgé de maximum 40 ans et apporter la preuve de sa qualification professionnelle et de son expérience pratique. Il doit avoir réalisé un stage de 20 jours ouvrables. En cas d'expérience insuffisante il peut se présenter devant le comité d'installation pour valider une expérience pratique, le cas échéant accompagnée d'un stage de 60 jours. Il doit devenir chef d'exploitation exclusif ou prouver avoir le contrôle effectif et durable de l'exploitation à la date effective de son installation. Outre des obligations administratives (cotiser comme indépendant à titre principal, être enregistré dans le Système Intégré de Gestion et de Contrôle, être gestionnaire d'une unité de production), il sera encadré par un consultant pour la rédaction du plan d'entreprise. Pour être éligible à l'aide il faudra également que l'exploitation respecte le taux de liaison au sol et les normes de capacité de stockage des effluents (ou s'engager à se mettre en conformité dans les 24 mois).

## AIDE À L'INSTALLATION, LE PARCOURS

**Un**, il faut impérativement respecter une séquence de dates : la date de signature de la convention de reprise doit précéder ou correspondre à la date de l'installation ainsi qu'à la date d'inscription dans le SIGEC qui sera concomitante avec la date de début de l'unité de gestion et la date d'inscription à la caisse d'assurance sociale.

**Deux**, la demande doit être introduite dans un formulaire ad hoc (modèle E) auprès de la DGO3 qui a un délai de 10 jours ouvrables pour notifier sa recevabilité. Des demandes d'informations complémentaires pourront être faites.

**Trois**, le dossier doit contenir un plan d'entreprise d'une durée de trois ans qui comportera une image complète de l'exploitation avec ses forces et ses faiblesses, les étapes et les objectifs, les besoins en investissements, les détails des mesures (environnement, utilisation efficace des ressources...), nécessaires au développement des activités.

**Quatre**, le plan d'entreprise présentera un calcul de viabilité complété sur la base des éléments comptables (le revenu par Unité de travail sera positif et inférieur à 50 000 euros et devra en fin de plan être au moins supérieur à 15 000 euros). La Production Brute Standard (PBS) de l'exploitation devra être comprise entre 800 000 euros et 25 000 euros (12 500 euros s'il y a de la vente directe).

## AIDE À L'INVESTISSEMENT

Pour obtenir les aides à l'investissement, le demandeur (ou la moitié des agriculteurs composant un groupement) doit cotiser à une Caisse d'Assurance Sociale pour indépendants à titre principal. Il doit aussi apporter la preuve de sa qualification professionnelle. Pour être éligible à l'aide il faudra aussi que son exploitation respecte le taux de liaison au sol et les normes de capacité de stockage des effluents d'élevage. La demande d'aide à l'investissement doit être introduite via le formulaire ad hoc auprès de la DGO3 qui a 10 jours ouvrables pour notifier la recevabilité. Des demandes d'informations complémentaires pourront être faites. Le dossier doit contenir une image complète de l'exploitation avec ses forces et ses faiblesses et les objectifs de l'investissement. Il présentera également un calcul de viabilité évidemment positif.

Si la demande est introduite par une coopérative, une majorité des partenaires (avec un minimum de trois), doit remplir les conditions de l'aide à l'investissement. Le formulaire d'introduction est différent mais les exigences sont semblables : image complète de la coopérative avec forces et faiblesses, objectifs à atteindre, calcul de viabilité, revenu positif endéans les 24 mois

Types d'études	Expérience pratique	Cours B
<i>Enseignement supérieur agricole, horticole ou apparenté</i>		
Baccalauréat ou master ou diplôme équivalent reconnu par un EM	non	non
CESS et certificat de qualification de la 6 <sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire y afférent (CQ6)	non	non
6 <sup>e</sup> de transition	non	non
CESS ou CQ6 de l'enseignement secondaire supérieur	2 ans ou CI	oui
<i>Enseignement non agricole</i>		
Diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long ou court	2 ans ou CI	oui
Diplôme de l'enseignement secondaire supérieur	2 ans ou CI	oui
<i>Autres</i>		
Installation et investissements	5 ans ou (3 ans + CI)	oui
Investissements	10 ans	non



# QUAND L'AGRICULTEUR SE FAIT HÉBERGEUR



L'idée n'est pas nouvelle – cela fait au moins 35 ans que des agriculteurs wallons accueillent des touristes dans leurs murs – mais elle a, ces dernières années, pris de l'ampleur. C'est que la crise ambiante pousse à diversifier ses sources de revenus. À côté de la diversification des spéculations, à côté de la commercialisation en circuit court des produits fermiers, l'accueil champêtre est devenu une source de revenus complémentaires. Quand il est géré avec plaisir, les rencontres, les contacts avec des personnes venant de milieux et/ou de régions différents, constituent aussi une source d'enrichissement humain, une occasion de sortir du train-train des problèmes quotidiens, voire de les partager.

**C**ela étant, si on ne s'improvise pas agriculteur, on ne s'improvise pas non plus hébergeur. L'accueil à la ferme est un métier, à concevoir dans un contexte où le touriste est un client avant de devenir – peut-être – un ami. L'association 'Accueil Champêtre en Wallonie' peut d'ailleurs être à vos côtés pour mener à bien cette nouvelle activité qu'est l'accueil à la ferme sous ses différentes facettes. Pour transformer un coin de ferme en paradis de vacances, il y a certaines contraintes. Elles ne sont pas insurmontables mais mieux vaut le savoir. Faisons le point.

### 1. CADRE GÉNÉRAL

En Wallonie, on peut exercer toute activité à caractère économique, à condition toutefois de respecter les lois et règlements en vigueur. Parler d'accueil à la ferme revient à exploiter un 'Établissement d'Hébergement Touristique', un EHT. Cette activité économique est régie par différentes réglementations. Elles s'intéressent à la protection du consommateur et de l'environnement, elle vise à renouveler les équipements, à améliorer le confort, à informer et orienter le touriste.

### 2. SÉCURITÉ

Le Code wallon du Tourisme (CWT) impose de disposer d'une attestation de sécurité-incendie en bonne et due forme, signée par le Bourgmestre. Il existe, pour les EHT dont la capacité est inférieure à 10 personnes, une attestation dite 'de contrôle simplifié'. La commune apporte toutes les informations à cet égard, c'est l'officier-pompier responsable de la prévention incendie dans la région qui sera chargé de veiller au respect des lois et règlements en vigueur. Il est instamment conseillé de prendre contact avec ces autorités avant d'entamer les travaux ou de programmer une ouverture, même si ceux-ci ne requièrent pas de permis d'urbanisme (voir point 3).

### 3. PERMIS D'URBANISME

Le bâtiment (ou la structure) dans lequel prend place l'EHT doit être en règle avec les prescrits de l'urbanisme. Toutes les constructions, certaines transformations et certains changements d'affectation sont soumis à la délivrance d'un permis d'urbanisme dans le respect des règles en vigueur. Il va de soi que la pose d'une fenêtre en toiture demande moins de formalités que la transformation majeure d'une ancienne grange. Ici aussi, la commune – voir le service de l'urbanisme – est l'interlocuteur prioritaire.

### 4. PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le rejet des eaux usées, certains dépôts de carburant, certaines piscines... nécessitent un permis spécifique appelé 'permis d'environnement' ou 'permis unique'. Direction votre administration communale pour tout savoir... avant d'entamer les travaux éventuels.

### 5. TAXES ET REVENUS

Les revenus issus de l'activité touristique sont à déclarer à l'administration des contributions et parfois à l'administration de la TVA. Dans certains cas, cette activité suppose l'ouverture d'un registre de commerce. Par ailleurs, l'accueil peut être soumis à des taxes de séjour communales et/ou provinciales.

### 6. LA TABLE

L'activité de restauration est soumise, dans tous les cas, au contrôle de l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA).

Sauf s'il se limite à un petit déjeuner, préparer et servir des repas implique d'obtenir un accès à la profession de restaurateur (formations possibles en promotion sociale dans toutes les provinces). Par contre, l'activité 'table d'hôtes' ne nécessite pas cet accès à la profession : elle est définie par le Code wallon du Tourisme comme des « repas proposés exclusivement aux clients logeant dans des chambres d'hôtes autorisées par le Commissariat général au Tourisme ». Dans ce cadre-là, une table d'hôte n'est donc pas un restaurant ouvert au public !

### 7. TV-RADIO

La mise à disposition des appareils diffuseurs de musique implique de payer une redevance à la Sabam (pour les auteurs/compositeurs) et pour les chambres d'hôtes, à Honebel (pour les producteurs/interprètes).



## 8. APPELLATIONS PROTÉGÉES

Très important : ne s'appelle pas 'chambre d'hôte' ou 'gîte' qui veut. Ces appellations et d'autres ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation du Commissariat général au Tourisme (à ne pas confondre d'ailleurs avec l'autorisation d'exploitation). La 'chambre d'hôtes' doit être située dans la résidence habituelle du titulaire de l'autorisation. Pour y adjoindre le suffixe 'à la ferme', elle doit en outre être située dans une exploitation agricole en activité. Pour quatre ou cinq chambres, l'appellation passe de 'chambre d'hôte' à « maison d'hôte » (éventuellement 'à la ferme'). Dans tous les cas, le nombre de chambres est limité à cinq, au-delà l'activité est réputée relever de la catégorie des établissements hôteliers (beaucoup plus contraignante).

On parle aussi de 'gîte rural' : le logement doit être situé en milieu rural, dans un bâtiment typique du terroir wallon à la condition que le titulaire de l'autorisation assure personnellement l'accueil des touristes. Lorsque le même gîte est situé dans une exploitation agricole, il peut porter l'appellation 'gîte à la ferme'. Dès que la capacité d'accueil atteint 15 personnes on peut parler de gîte de 'grande capacité'.

Lors de l'octroi de l'appellation, le CGT y adjoint un certain nombre d'épis (un à cinq) reflétant l'aménagement et l'équipement du bien.

## 9. HÉBERGEMENT INSOLITE

Cabane dans les arbres, chambre dans un tonneau, tipi, yourte, wagon de chemin de fer aménagé, ancienne chapelle, ancien château d'eau, grotte... Prendre quelques jours de vacances dans un hébergement insolite, c'est très tendance. Le Code wallon du tourisme ne le définit pas comme tel mais, selon le Commissariat général au Tourisme, on peut considérer qu'il s'agit « d'un hébergement qui peut être exotique, atypique, original, ludique, etc. En tout cas, c'est un hébergement qui est destiné à offrir un maximum de 'rêve' au touriste, grâce à l'architecture particulière du 'contenant', grâce à l'opposition évidente entre la fonction originelle du contenant et la fonction d'hébergement, ou encore grâce à l'endroit inhabituel où il se trouve ». Les exemples foisonnent... mais ils ne peuvent être érigés sans précaution, l'administration de l'urbanisme, notamment, est très regardante sur la concordance entre ces hébergements et les règlements en vigueur.

## DES SUBVENTIONS À LA CLEF : AUPRÈS DU COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU TOURISME, DEUX TYPES DE SUBVENTIONS SONT ACTUELLEMENT ENVISAGEABLES.

L'initiateur d'un projet peut obtenir des subventions 'aménagement' couvrant l'acquisition de meubles et certains travaux de rénovation ou d'aménagement. Il existe également une subvention 'sécurité-incendie' couvrant les achats et travaux destinés à mettre le bâtiment en conformité avec les exigences légales.

**Investissements éligibles.** Peuvent entrer dans le calcul d'une subvention, les travaux (intérieurs et extérieurs 'proches'), les aménagements spécifiques à l'accueil des personnes à mobilité réduite, le mobilier destiné au seul équipement des chambres, les frais inhérents à l'installation de la signalisation, l'acquisition et l'installation du matériel de production d'énergie renouvelables, les certificats de conformité délivrés par un organisme agréé.

**Conditions.** Il faut réunir un certain nombre de conditions pour bénéficier des deux types de subventions : l'établissement doit être 'autorisé' par le CGT, les factures présentées doivent être datées au plus tôt de l'année qui précède l'année de la demande de subvention, et au plus

tard de l'année qui suit l'engagement budgétaire. Par ailleurs, pour bénéficier de la subvention 'aménagement' : le bâtiment dans lequel se trouve la chambre doit dater d'au moins 10 ans, les factures présentées doivent être supérieures à 125 €, le seuil d'investissement minimal est de 500 € par chambre. Pour la sécurité incendie, les travaux éligibles sont ceux qui ont été exigés par le Service régional d'Incendie (SRI).

Par ailleurs, en cas de subvention, l'exploitation doit se poursuivre durant minimum cinq années.

**Montants.** Pour la subvention 'aménagement' : 30 % des factures 'aménagement', avec un plafond de 2 000 € par chambre par période de 10 ans. Pour la subvention 'sécurité-incendie' : à concurrence de 50 % des factures 'sécurité-incendie', avec un plafond de 750 € par chambre par période de 10 ans.

Sous certaines conditions, ces projets d'accueil à la ferme peuvent également être cofinancés par la Wallonie et l'Europe via des aides à l'investissement agricoles.





## TEMOIGNAGE

« Une condition essentielle pour faire ce métier : il faut aimer accueillir ». **Laurent Marion** va droit au but, l'accueil champêtre ce n'est pas seulement investir de l'argent, c'est aussi investir du temps. Avec sa moitié, **Caroline**, ils sont depuis quelques mois à la tête d'un gîte de grande capacité dans le village de Celles près de Houyet. Le projet a longtemps mûri avant de prendre forme. « Il faut, dit-il, bien peser le pour et le contre, faire ses calculs, vérifier les avantages et les inconvénients ». Avec 'Accueil Champêtre' comme conseiller, leur lanterne s'est rapidement éclairée. Celles est blotti dans la vallée de la Lesse, le genre d'endroit où les touristes viennent volontiers. Et puis, la localité a aussi l'avantage de figurer sur la liste des 'Plus beaux villages de Wallonie'. Un avantage mais aussi une pression : « Notre vieille grange était dépassée par l'usage qu'on pouvait encore en faire, elle commençait à faire tache dans le paysage. Tout le monde rénove dans le village, on s'est senti motivés par cet élan ».

En 2014, Laurent et Caroline Marion ont pris leur courage à deux mains pour transformer la vieille bâtisse – pour le coup c'est un vrai témoin du patrimoine rural – en un gîte de très belle facture. L'hébergement 'Cœur de ferme', c'est son joli nom, compte

trois niveaux de 250 mètres carrés, une dizaine de chambres, une salle de jeux pour enfants, une salle de cinéma, un billard pour les grands... Le CGT a de suite été séduit, octroyant quatre épis aux installations.

Restait le grand stress du carnet de réservation. « On comptait sur un taux d'occupation de 60 % – six week-end ou jours fériés sur dix donc – pour rembourser le prêt. Nous sommes ouverts depuis neuf mois et ce chiffre est largement atteint, cela dépasse toutes nos espérances. » Laurent Marion se réjouit : « On fait beaucoup de connaissances, on rencontre des gens issus d'autres milieux. Certains viennent pour faire la fête et n'en demandent pas plus. D'autres, souvent des familles, veulent tout savoir sur la ferme. Vous savez, aujourd'hui il y a des gens qui ont beaucoup à apprendre sur les choses de la terre. C'est un plaisir pour nous d'échanger avec eux. » Un plaisir aussi d'accueillir : « Il faut aimer le contact. Ne pas avoir peur d'être dérangé le samedi soir parce que nos hôtes cherchent un œuf ou un peu d'huile. Oui, c'est un gros investissement mais c'est aussi beaucoup de satisfactions. »

[www.gite-coeurdeferme.be](http://www.gite-coeurdeferme.be)

Location we : de 1 049 à 1 899 euros suivant la saison.

## QUELQUES CHIFFRES

plus de  
**430**  
familles d'agriculteurs  
vous accueillent dans

**449**  
gîtes à la ferme

**174**  
chambres d'hôtes (dont certaines  
proposent la table d'hôtes) et

**2**  
campings à la ferme

**52**  
fermes pédagogiques



## ADRESSES UTILES



**Accueil Champêtre en Wallonie**

[www.accueilchampetre.be](http://www.accueilchampetre.be)

Chaussée de Namur 47

5030 GEMBLOUX

**081 62 74 58**

[accueilchampetre@fwa.be](mailto:accueilchampetre@fwa.be)



**Wallonia.be**

COMMISSARIAT  
GÉNÉRAL AU TOURISME

**COMMISSARIAT GÉNÉRAL  
AU TOURISME – Direction des  
Hébergements touristiques**

Avenue Gouverneur Bovesse 74  
5100 NAMUR

**T 081 325 630 – F 081 325 627**

# LA WALLONIE EST FIÈRE DE SES PRODUCTEURS DE LAIT ET DE VIANDE

Crise du lait... Crise de la viande... Crise des prix en fait ! Chacun le sait, et plus encore les producteurs, ce n'est pas la qualité qui est à l'origine des difficultés du moment mais bien les prix offerts par les marchés internationaux. Si la Wallonie n'a que peu de prise sur la manière dont ces prix sont fixés, elle peut à tout le moins travailler la demande pour tenter de les tirer vers le haut. C'est le but des actions de promotion mises en place par l'APAQ-W (l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité), des actions qui ont redoublé d'importance dans le contexte difficile du moment. Le point.



## LA BANDE DU LAIT

N'avire amiral des campagnes de promotion du lait, le concept 'La bande des féLAIT' est destiné à soutenir l'image des produits laitiers auprès des jeunes et des familles. Le spot de promotion a été largement diffusé en mai et en septembre, au total, 450 passages ont été diffusés sur les chaînes nationales (RTBF et RTL-TVI) et... 22 000 (!) sur l'ensemble des TV locales. Le tout en même temps qu'une opération de promotion de 'La bande des féLAIT', financée par la Laiterie des Ardennes.

Par ailleurs, le 7 septembre, alors que se tenait à Bruxelles un sommet européen des ministres de l'Agriculture, le lait et les agriculteurs ont été valorisés dans une pleine page de publicité insérée dans tous les quotidiens belges francophones.

## DES DÉCISIONS POLITIQUES

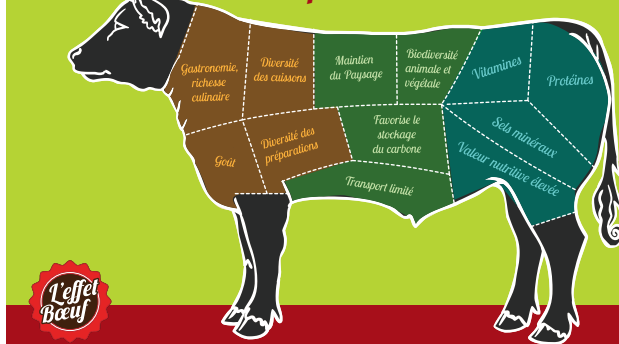
**La Wallonie n'est pas restée les bras ballants face à la situation des producteurs de lait. Nous épingleons ci-dessous quelques mesures prises.**

- **LE PRIX.** La Wallonie a joué un rôle de facilitateur dans la négociation entre les représentants des producteurs et les partenaires de la chaîne agro-alimentaire (COMEOS – FEVIA et CBL). Ces discussions ont abouti à un relèvement du prix du litre de lait en faveur des producteurs.
- **LA PRESSION SUR L'EUROPE POUR LES AIDES DIRECTES AUX AGRICULTEURS.** Grâce à l'action de la Wallonie face à des partenaires qui montraient des positions divergentes, la nouvelle Politique Agricole Commune contient une série de mesures visant à aider les agriculteurs, dont notamment le secteur laitier. Citons la mise en œuvre d'une importante aide couplée à l'élevage, le maintien d'un soutien spécifique aux producteurs des zones dites à fortes contraintes

naturelles, le soutien au pâturage via diverses mesures agro-environnementales, la prise en compte des critères liés au secteur dans le cadre de la majoration dans les aides aux investissements, le renforcement des montants liés aux aides aux investissements (exemple : installation de traite, hangar, mécanisation de la nourriture,...), la non-diminution de la part wallonne dans les aides cofinancées et destinées directement aux agriculteurs.

- **AIDE À LA DIVERSIFICATION ET À LA COMMERCIALISATION.** Lancement d'un appel à projets 'Halls relais', subventions à l'ASBL Diversiferm, prolongation du régime d'aide régionale aux producteurs laitiers pour la transformation et la commercialisation de produits laitiers, aide à la recherche... Concernant la promotion extérieure, les ministres wallons de l'Agriculture et de l'Economie ont convenu de dynamiser les négociations avec les pays tiers pour créer de nouveaux débouchés.

## Le boeuf, délicieux, écologique & sain par nature.



Dans le même temps, l'APAQ-W menait, en partenariat avec les producteurs, une campagne de promotion des fromages wallons dans la grande distribution. Elle a employé les grands moyens, l'opération prenant la forme d'une distribution de coupons de réduction. Cette campagne a été reproduite en Flandre.

En prolongement, de nouvelles actions seront lancées dans les prochaines semaines pour vanter les valeurs du lait et mettre en évidence le travail des agriculteurs. Deux vedettes belges du sport – Nafissatou Thiam (heptathlon) et Toma Nikiforov (judo) – prêteront leur image pour... muscler la campagne.

Enfin, au printemps 2016, on visera à nouveau les jeunes générations avec la nouvelle brochure *Le lait, né de la vache, fruit de l'eau, de l'herbe et du soleil*. Imprimée à 80 000 exemplaires, elle servira aussi de support à l'organisation d'un concours dans les écoles.

## LA VIANDE À TOUTES LES SAUCES

La diversité de la production bovine wallonne, proposant des viandes tantôt très maigres, tantôt très goûteuses selon la race produite, est une fierté de l'agriculture wallonne. La campagne s'est poursuivie cet automne afin d'attirer l'attention du grand public sur l'intérêt de cette production locale et sur l'importance de la reconnaître comme une richesse de notre région.

Ainsi, en septembre, l'APAQ-W a lancé la 'Quinzaine du Bœuf' dans toute la Wallonie, 150 bouchers et 50 restaurateurs sont devenus de véritables ambassadeurs de ce produit multi-facettes. Parallèlement, les fêtes de Wallonie ont bénéficié de 'L'effet bœuf' avec une opération de sensibilisation

des consommateurs. Opérations similaires sur les foires de Battice et Sautin, Village wallon des Saveurs aux Fêtes de Wallonie à Namur.

En octobre, ce sont les grandes et moyennes surfaces de Wallonie qui ont vu débarquer des équipes de promotion de la viande : 310 animations-dégustations sont prévues et se prolongeront en 2016, soit 10 à 12 par week-end.

En novembre, place au porc fermier avec une campagne radio (Vivacité) sur la viande porcine.

À cette occasion, l'APAQ-W mettra une nouvelle fois en avant le matériel pédagogique à la disposition du grand public et du milieu scolaire.

- **AIDE À LA PROMOTION.** Renforcement des campagnes de promotion du secteur laitier et viande via l'APAQ-W (lire ci-dessus) et (re)lance du programme 'Lait à l'école' en septembre.

- **SUSPENSION DES COTISATIONS APAQ-W.** Aide indirecte mais appréciable : les producteurs de lait sont dispensés de cotisations 'lait' à l'APAQ-W pour une période déterminée.

- **DOUBLEMENT DE L'AIDE EUROPÉENNE DEDICACÉE À LA WALLONIE.** Lors du conseil agricole du 15 septembre dernier, l'Europe avait prévu le déblocage d'une aide de 500 millions d'euros en vue d'apporter un début de réponse à la crise agricole. Selon les calculs opérés par la Commission européenne, la Belgique s'est vu attribuer une enveloppe de 13,05 millions d'euros. S'inspirant des mêmes calculs, Flandre et Wallonie ont

convenu de répartir l'enveloppe à hauteur de 8,235 millions d'euros pour la première et 4,815 millions d'euros pour la seconde. Ce sont ces 4,815 millions qui vont faire l'objet d'un complément wallon du même niveau (l'Europe autorise ce mécanisme dit 'top up' jusqu'à 100 % du montant initial). Ainsi donc, ce sont 9,6 millions d'euros qui vont être mis à la disposition de producteurs laitiers wallons, les modalités d'attribution seront fixées en concertation avec les organisations agricoles. « La mobilisation de ce montant conséquent, malgré un contexte budgétaire particulièrement difficile confirme la volonté du Gouvernement wallon de répondre concrètement à la gravité de la crise que traverse le secteur agricole », disait le ministre de l'Agriculture René Collin, à l'issue de la réunion du gouvernement du 8 octobre qui a pris la mesure.



Service public  
de **Wallonie**

| SPW | ÉDITIONS – TOUT SAVOIR  
| N° VERT 1718 – WWW.WALLONIE.BE |

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE**  
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

